



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

4C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Integration Development	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> B8986-170040/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 005
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> B8986-170040	<b>Date</b> 2016-11-21
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-620-30574	
<b>File No. - N° de dossier</b> 620zm.B8986-170040	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-12-05</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> St-Jean Valois, Joanne	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 620zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-4945 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-1156
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

<b>Solicitation No. – N° de l’invitation</b> B8986-170040/A	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 005	<b>Buyer ID – Id de l’acheteur</b> 620ZM
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b> B8986-170040	<b>File No. – N° du dossier</b> 620ZM-B8986-170040	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

## MODIFICATION À L’INVITATION 005

Cette modification a été soulevé afin de:

1. Fournir des réponses aux questions des soumissionnaires concernant cette invitation, et
  2. Modifier la Demande de proposition (DP) tel que détaillé à l’appendice A-002 ci-dessous.
- 

### Question N°. 3:

Y a-t-il actuellement ou y a-t-il eu au cours des six derniers mois un ou des fournisseurs chargés d’offrir des services semblables ou identiques à ceux qui sont demandés dans cette DP? Si oui, qui sont ces fournisseurs, quelle est la durée du ou des contrats et quelle est la valeur totale des services offerts jusqu’à présent?

### Réponse N°. 3:

Veuillez-vous référer à la réponse 1 de la modification 3.

### Question N°. 4:

Nous avons remarqué que la DP (p. ex. : section 1.2 i), l’énoncé des travaux (p. ex. : section 2.2) et le barème de prix (pièce jointe 4.3) font tous référence aux trois catégories de ressources, dont l’une est une ressource de niveau 2. Toutefois, les critères d’évaluation des pièces jointes 4.1 et 4.2 font référence à deux catégories de ressources, avec deux ressources distinctes par catégorie, toutes deux de niveau 3. L’État peut-il confirmer si les soumissionnaires doivent fournir des réponses aux pièces jointes 4.1, 4.2 et 4.3 avec les catégories de ressources telles qu’elles sont actuellement indiquées dans chacune?

### Réponse N°. 4 :

Oui, les soumissionnaires doivent fournir des réponses aux pièces jointes 4.1, 4.2 et 4.3 avec les catégories de ressources avec les catégories de ressources telles qu’elles sont actuellement identifiées dans chacune. De plus, veuillez noter que nous avons fourni un appendice C de l’annexe A, avec l’amendement 2.

### Question N°. 5:

<b>Solicitation No. – N° de l’invitation</b> B8986-170040/A	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 005	<b>Buyer ID – Id de l’acheteur</b> 620ZM
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b> B8986-170040	<b>File No. – N° du dossier</b> 620ZM-B8986-170040	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

Si de multiples contrats sont attribués, l’État confirmera-t-il comment les besoins seront alloués à chaque contrat/fournisseur pendant la durée de vie des contrats?

#### Réponse N°. 5 :

Veuillez-vous référer à l’appendice A-002 ci-dessous.

#### Question N°. 6:

L’État confirmera-t-il si les ressources proposées doivent être exclusives au soumissionnaire qui les propose, ou si les mêmes ressources peuvent être proposées par de multiples soumissionnaires? Je crois comprendre que les soumissionnaires ne peuvent pas proposer la même ressource pour plus qu’un rôle.

#### Réponse N°. 6 :

Les ressources ne sont pas l’exclusivité du soumissionnaire. C’est la responsabilité du soumissionnaire de s’assurer que les ressources proposées répondent aux exigences de certification de l’invitation, y compris la certification des ressources en Services professionnels, à la partie 5, article 5 (a) (iii). Nous rappelons aux soumissionnaires que le soumissionnaire doit, sur demande de l’autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire et de sa disponibilité. Le défaut de se conformer à la demande peut avoir pour conséquence de rendre la soumission non recevable. De plus, un soumissionnaire ne doit pas proposer la même personne pour plus d’une catégorie de ressource.

#### Question N°. 7:

Le critère TC10 semble être identique au critère TC5, sauf que le mot application est omis :

*TC5 - La ressource proposée devrait démontrer de l’expérience dans la traduction d’exigences d’affaires ou fonctionnelles pour une **application** orientée service.*

*TC10 - La ressource proposée devrait démontrer de l’expérience dans la traduction d’exigences d’affaires ou fonctionnelles pour une application orientée service.*

L’État envisagerait-il d’insérer le mot application dans le critère TC10?

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> B8986-170040/A	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 005	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 620ZM
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b> B8986-170040	<b>File No. – N° du dossier</b> 620ZM-B8986-170040	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

### **Réponse N°. 7 :**

Canada a ajouté le mot application dans le critère TC10. Voir la pièce jointe 4.2 révisé.

### **Question N°. 8:**

Afin que les fournisseurs puissent fournir une réponse de qualité à la présente DP, nous demandons qu'une prolongation de deux semaines soit accordée et que la date de clôture soit reportée au mardi 13 décembre 2016.

### **Réponse N°. 8 :**

La prolongation a été accordée jusqu'au 5 décembre 2016 à la modification N°. 4.

### **Question N°. 9:**

Est-ce qu'un fournisseur fournit actuellement ou a déjà fourni des services semblables ou qui pourraient convenir?  
Si oui, qui a fourni ces services et quelles étaient la valeur et la durée du contrat (y compris toute prolongation)?  
Ce fournisseur est-il autorisé à soumissionner sur cette occasion?

### **Réponse N°. 9 :**

Veuillez-vous référer à la réponse 1 de la modification 3.

### **Question N°. 10:**

Compte tenu de la complexité des exigences et de l'approbation requise du client pour le critère obligatoire O1, l'État pourrait-il accorder une prolongation de deux semaines?

### **Réponse N°. 10 :**

Veuillez-vous référer à la réponse 8.

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> B8986-170040/A	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 005	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 620ZM
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client</b> B8986-170040	<b>File No. – N° du dossier</b> 620ZM-B8986-170040	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME</b>

## APPENDICE A-002

### À l'article 7.2 intitulée : Autorisation de tâche

#### INSÉRER le paragraphe suivant :

**Attribution et classement des autorisations de tâche :** Plusieurs contrats ont été attribués pour ce besoin. Par conséquent, l'attribution des AT dans le cadre de la série de contrats sera conforme à ce qui suit :

- (i) Au moment où la série de contrats a été attribuée, chaque entrepreneur a reçu un montant de financement précisé dans la limitation des dépenses en ce qui concerne les autorisations de tâche selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions qui a mené à l'attribution de la série de contrats.
- (ii) Le Canada fera un effort raisonnable pour veiller à ce que la valeur des autorisations de tâche émises aux entrepreneurs soit, durant la période du contrat, proportionnelle aux pourcentages établis dans la formule d'affectation des fonds. Un examen des attributions de tâche attribuées aux entrepreneurs sera réalisé à des intervalles de six mois et au début de chaque exercice financier, afin de confirmer que les attributions de tâche sont utilisées et distribuées de façon proportionnelle. Si un entrepreneur refuse une autorisation de tâche dans le cadre du contrat, l'entrepreneur suivant, selon le même processus d'affectation, sera visé par le projet d'autorisation de tâche. La valeur de l'autorisation de tâche refusée sera soustraite de la valeur du contrat de l'entrepreneur, et pourra être réaffectée en tout ou en partie, à la discrétion de l'autorité contractante, à un ou à plusieurs entrepreneurs du même volet. Si tous les entrepreneurs refusent une autorisation de tâche en vertu du contrat, le Canada se réserve le droit de recourir à d'autres méthodes d'approvisionnement. S'il détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'autorisation de tâche, le Canada pourrait, à son entière discrétion demandé à l'entrepreneur de proposer d'autres ressources, et celui-ci disposera du délai précisé dans le paragraphe « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâche » pour répondre à cette demande. Si l'entrepreneur ne répond pas à cette demande dans le délai prévu ou que le Canada détermine que les ressources proposées ne satisfont pas aux exigences minimales en matière d'expérience ou à d'autres exigences des catégories précisées dans le projet d'autorisation de tâche, celui-ci sera envoyé à l'entrepreneur classé au rang suivant, selon le même processus d'affectation.

*À la Pièce jointe 4.1 – Critères techniques obligatoires, le critère TC10 a été modifié:*

**SUPPRIMÉ** Pièce jointe 4.1 – Critères techniques obligatoires (Révisé le 8 novembre 2016)

**INSÉRÉ** *Pièce jointe 4.1 – Critères techniques obligatoires (Révisé le 18 novembre 2016)*